Les Allobroges de la Drôme

Mardi 26 octobre 2026 - N° 713

Mobilisations Sociales et Mouvement Lycéens p.5

Editorial

Où allez-vous, jeunes gens, étudiants… ?

Depuis des semaines, les lycéens et les étudiants manifestent pour revendiquer un avenir. À cette colère et à ces revendications légitimes, le gouvernement ne répond que par le mépris et la répression. Le 17 octobre, leur mouvement est entré en résonance avec une colère sociale, plus large, plus ancienne, conséquence de décennies de capitalisme exacerbé.

Face à l'ampleur de cette vague qui a réuni 800 000 manifestants pacifiques, l'explication de la manipulation politique ne tient pas, pas plus que l'amalgame grossier entre le mouvement lycéen et les casseurs. Ces pillards, avides de consommation et de buzz, sont les idiots utiles du gouvernement, de la droite et du Rassemblement National. Ils ne servent qu'à justifier la répression policière aveugle et à délégitimer les revendications sociales.

La jeunesse qui revendique mérite notre soutien. Car, derrière la dénonciation des conditions d'études s'exprime une véritable inquiétude pour l'avenir. La jeunesse a bien compris que la réforme Blanquer des lycées et Parcoursup sont les deux faces d'un même système de tri social.

Nous, communistes, entendons cette colère, et la réponse repose sur notre Plan pour la jeunesse : 5 milliards pour les lycées, abrogation de la réforme Blanquer, suppression de Parcoursup et Monaster, remplacés par une plate-forme publique nationale, transparente, avec création de places dans le Supérieur.

Mais, ne l'oublions pas, ces inquiétudes générationnelles éclatent sur fond de vie chère, d'insuffisance des salaires et des pensions, de dégradation du service public et de chômage. À nous, militants, d'œuvrer à transformer ces colères en espoir pour des jours heureux, en dialoguant avec la jeunesse, comme Émile Zola en 1897 :

« — Où allez-vous, jeunes gens, où allez-vous, étudiants, qui battez les rues, manifestant, jetant au milieu de nos discordes, la bravoure et l'espoir de vos vingt ans ?

— Nous allons à l'humanité, à la vérité, à la justice ! »

Jean Louis Mollard

« L'égoïsme des classes est un des soutiens les plus fermes de la tyrannie. »

Emile Zola

Sommaire :

p.1 Éditorial
p.2 Le fil des Associations
p.3 Actualité Europe
p.4 Actualité Sécurité S.
p.5/6 Infos locales et des luttes

Trappes et La Verrière (Extraits)

Face à la terreur raciste, le MRAP exige une réaction urgente des pouvoirs publics.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) exprime son horreur après les fusillades survenues à Trappes et à La Verrière, qui ont fait un mort et quatre blessés, dont une enfant.

(…) La République ne peut tolérer que certains de ses citoyens vivent dans la peur en raison de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils sont supposés être.

Le racisme n'est pas une fatalité. Il prospère lorsque les consciences s'habituent, lorsque les paroles se banalisent et lorsque les pouvoirs publics renoncent à agir.

Face à la haine raciste, le temps n'est plus aux seules déclarations. Il est à la responsabilité, au courage politique et à l'action. Car chaque renoncement à combattre le racisme est un recul de l'égalité, et chaque silence face à la haine est une menace pour notre fraternité commune.



SOLIDARITÉ CUBA



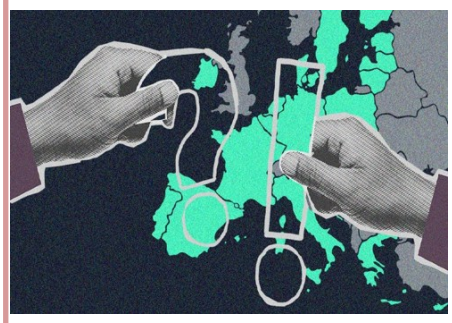


UE : vers un 28e régime ?

Souvenons-nous ; en 2004-2005, deux événements majeurs se télescopaient : le référendum et le vote contre le Traité de Constitution Européen, un sujet éminemment politique, et la directive Bolkestein qui incitait les entreprises de services de l'union à aller offrir leurs prestations dans les États tout en conservant le statut et les règles sociales du pays d'origine, un puissant appel d'air pour le libéralisme et le dumping social. Si en France la démocratie sociale et politique avait rejeté ces 2 actes majeurs, il n'est toujours pas acquis que nous puissions conserver une souveraineté élémentaire, nous vérifions tous les jours le contraire, notamment dans les domaines vitaux de l'énergie et de l'agriculture.

Ce 28e régime est, pour le moment, virtuel et toujours en débat dans les instances de l'UE. Il est gravissime, car structurant politiquement, économiquement et socialement pour tous les États, il va au-delà même de la directive Bolkestein (adoptée en 2006 malgré toutes les oppositions, mais expurgée de la référence sociale du pays d'origine). Avec le projet actuel, toutes les entreprises, pas seulement de service, pourraient s'installer dans tous les états de l'UE et opter pour le régime fiscal, réglementaire et social du pays de leur choix. De toute évidence, l'état le moins-disant serait plébiscité. Au bonheur des riches !

Une chose est déjà acquise pour ce 28e régime, la quasi-unanimité contre lui de la part des organisations syndicales en France, en Europe et de la CES, toutes ont manifesté leur opposition devant le Parlement européen de Strasbourg le 20 octobre dernier lors de l'examen du projet. Un sujet sur lequel les candidates et candidats aux élections parlementaires et présidentielles auront à s'exprimer, tout comme ils et elles devront se positionner sur les premières préoccupations des Françaises et Français, à savoir le pouvoir d'achat, la santé et l'éducation. Répondre positivement aux aspirations de nos concitoyens et concitoyennes implique logiquement le rejet du 28e régime.



Pour être tout à fait précis, le 28e régime de la Commission de l'UE pourrait se substituer aux régimes spécifiques des 27 États membres. Fiscalité, protection sociale, code du travail, salaire, tous ces aspects seront mis en concurrence, et à terme, unifiés sur la norme la plus basse. Ce 28e régime serait alors le 28e État, celui d'une UE totalitairement intégrée. Cette perspective est horrible. Lors de l'élection européenne de 2024, les communistes proposaient aux électeurs français de « reprendre la main » sur leur destin. Nous n'avons pas été entendu ou compris. Le rouleau compresseur médiatique à la solde du capitalisme a occulté le débat, braquant les caméras ailleurs, comme à chaque fois que l'actualité lui permet de faire diversion.

L'Europe est une exceptionnelle mosaïque culturelle ; elle est riche d'histoires nationales et internationales. Avec des langues et des coutumes diverses, ces peuples sont différents et complémentaires, mais ont en commun le souhait de vivre ensemble pacifiquement. L'échange et la solidarité n'ont de sens que dans le respect mutuel de l'identité de chacun. Là où César, Napoléon et Hitler ont échoué, le capitalisme avec son outil l'UE ne doit pas lui non plus imposer son joug. Mettons la diplomatie et la coopération au cœur de l'action politique, en France, en Europe et dans le monde en recherchant la Paix, la préservation de la planète, le partage des progrès scientifiques, économiques et sociaux. Tout comme l'intégration forcée, la division est un poison. En Europe, les travailleurs et travailleuses ont intérêt à se connaître, à échanger leurs expériences, à conjuguer leurs efforts dans des luttes revendicatives. L'aspiration au bonheur n'a pas de frontière.

Jean-Luc Fargier

Pour détruire la SECU
Mr Martin ne recule devant aucun mensonge !

Le MEDEF a rendu public en juin dernier une proposition de réforme du financement de la sécurité sociale. Le projet de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) en discussion à l'assemblée et une lettre de mission confiée par Macron à 4 experts pour en refonder le financement en reprennent en partie la sémantique.

Le capital n'a jamais accepté qu'une partie de la création de richesse lui échappe pour financer les besoins sociaux et soit confié à la gestion des travailleurs et il n'a jamais cessé de remettre en cause les principes fondateurs de la Sécurité Sociale, progressivement, mais sûrement.

Mais c'est un tournant stratégique qui a été engagé et tout aussi clairement annoncé à partir des années 2000 par les voix patronales des Sellières, Kessler et Cie pour « effacer » le programme du CNR et réduire la Sécurité Sociale comme peau de chagrin ! Répondant aux attentes du capital, les gouvernements en place ont franchi, à partir de cette date, une nouvelle étape, la gestion de son financement a été totalement confiée à l'État et les exonérations de cotisations se sont empilées : en 2025, c'est l'équivalent de 60 % du déficit de la France qui part dans les poches du patronat !

Certains me diront que tous les patrons ne se valent pas, que les petits patrons ne sont pas à mettre dans le même panier. C'est vrai, mais les premiers à profiter de ces aubaines ce sont les actionnaires des grandes entreprises et multinationales qui ont empoché une hausse de 1000% depuis 1997 de leurs dividendes, rachats d'actions et autres intérêts distribués, quand les salaires n'évoluaient dans le même temps que de 12% en euros constants.

Le MEDEF voudrait maintenant s'exonérer de toute cotisation pour la branche maladie, maternité, invalidité et la branche famille et récupérer ainsi 60 milliards, dont -c'est écrit en toutes lettres dans son document -seulement 16 milliards pourraient aller à l'investissement créateur d'emplois et on sait ce qu'il advient des promesses du patronat en la matière…

Pour justifier son oukase, le syndicat des grands patrons use et abuse d'arguments fallacieux. Ainsi, ose-t-il écrire, les prélèvements sociaux sur le travail n'auraient cessé de croître ! Or, si le taux de cotisations a bien augmenté entre 1946 et 1990 (mais 3 fois moins pour la part patronale que pour la part salariale) la part des cotisations patronales n'a cessé depuis de baisser avec des « allègements » sur les bas salaires de plus en plus massifs.

De même, la Fiscalité sur les entreprises, serait lourde et freinerait l'investissement et l'emploi, or le taux d'impôts sur les sociétés est passé de 50 % en 1985 à 25 % en 2026 et avec « l'optimisation fiscale » le taux réellement acquitté n'est que de 14% en moyenne. Certaines entreprises, et parmi les plus importantes, comme TOTAL, n'en payent même aucun en France…

Le MEDEF se permet aussi d'expliquer, dans un même document, que la dette sociale dépasse les 250 milliards d'euros (ce qui est exact) et que 60% de la dette française est liée aux prestations sociales. Or, 60% d'une dette qui atteint 3 500 Md€ équivaut à 2 100 Md€ soit près de 10 fois la dette sociale ! Le document est truffé de mensonges grossiers assumés… plus c'est gros…

Le patronat est tellement sûr d'avoir gagné la guerre de classe qu'il n'hésite devant aucun enfumage, comme celui de tenter de faire croire aux salariés qu'en supprimant les cotisations décomptées de leur salaire, on leur rendra du pouvoir d'achat… qu'ils perdront avec la hausse de TVA (que le syndicat patronal propose) et avec le transfert de charges aux mutuelles et autres complémentaires qu'ils devront payer !

On ne peut pas faire confiance au MEDEF et les 800 000 manifestants, lycéens, salariés et retraités descendus dans la rue les 17 octobre et à nouveau le 24 l'ont, sans aucun doute, bien compris. Alors, face aux attaques patronales, c'est plus que jamais au sein des entreprises que se trouve la clé de la bataille contre l'austérité et pour les services publics.

Rendez -vous le 5 novembre !

Nicole Grenier Merico

Manifestation du samedi 17 octobre, Valence et Montélimar

Dans les rues de Valence, samedi 17 octobre 2026,

Arrivant à la fontaine monumentale, des policiers en attente, adossés au mur en face du pôle bus. Des gens qui vont dans un sens puis dans l'autre : certains calmement d'autres non.

Il y a un monde invraisemblable, bien plus que les 1 500 annoncés. On aperçoit de la fumée blanche ou noire, par ci, par là.



Une manifestation se met en route en direction de La Tour Maubourg.

Sur le champ de mars, un rassemblement disloqué, ça part de partout, il y a de la casse.

Pas de policiers pour empêcher ce qui se passe.

La population est pourtant là pour manifester pacifiquement autour d'une même colère sociale et du besoin de changement. Mais les gens s'agitent, fuient et toujours pas de protection de la police…

Pourtant, il y a des enfants, des jeunes et moins jeunes, des personnes âgées. Tout part en cacahuète d'un seul coup. Gaz lacrymogène, grenades de désencerclement, arrestations, gardes à vue… Pourquoi là, maintenant ?

Le gouvernement entend rétablir l'ordre, mais il fait l'inverse.

Il ne répond à aucune exigence comme s'il voulait pousser à bout les gens qui n'en peuvent déjà plus, et les rendre plus violents.

Macron ne répond à aucune exigence sociale et renvoie à dans six mois, au prochain gouvernement. Il entretient un climat de colère qui renforce le rassemblement national.

Alors nous, toujours pacifiquement et avec les forces de gauches qui veulent que ça change, nous entendons jouer notre rôle en soutenant les lycéens, salariés, retraités et plus largement, pour obtenir des moyens budgétaires à la hauteur de nos besoins.

À nous de continuer à organiser les luttes et à élargir le mouvement !

Myriam Gaud

Ce 17 octobre a rassemblé, à Montélimar, près d'un millier de manifestants allant de lycéens à retraités, de gilets jaunes à syndicalistes CGT et militants politiques des partis de gauche.



À noter que, contrairement à 2018, des échanges "gilets jaunes" et militants identifiés ont pu se faire et que le tract PCF sur les coûts de l'énergie et des carburants a été distribué sans problème.

Robert Faresse

Le 24 octobre 2 000 personnes ont à nouveau manifesté dans la Drôme.

Les mouvements à venir

Le 5 novembre l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, appelle à la grève dans le privé et le public, pour le pouvoir d'achat, contre les mesures du projet de Budget 2027 et les plans de licenciements.

À Valence : rdv Fontaine monumentale
12 h village des luttes - 14 h manifestation.

Le 19 novembre la CGT retraités appelle à une manifestation nationale à PARIS face à la campagne qui tente de faire porter aux retraités la responsabilité des difficultés économiques, pour la revalorisation des pensions, le droit à la santé et les services publics.

Déclaration

Le 25 octobre 2026 : Une mobilisation qui exige des réponses claires

Depuis dix ans, la politique de Macron, guidée par la recherche de toujours plus de profit, a gravement abîmé notre République. Les cadeaux fiscaux aux ultra-riches (207 Md€ en 10 ans), les aides aux entreprises contre l'emploi et les salaires (211 Md€ en 2023) et la mobilisation du crédit et de l'argent public pour gonfler les dividendes, jouant contre la production de richesses utiles répondant aux besoins sociaux et écologiques, ont abouti à faire progresser le chômage, détruire les services publics, casser la sécurité sociale, faire croître l'inflation et les difficultés de vie quotidienne d'un nombre de familles de plus en plus grand. Le projet de budget 2027 prévoit encore d'aggraver cette situation.

Les jeunes lycéens paient un lourd tribut face à cette dégradation. L'angoisse du lendemain remplace l'espoir en une vie meilleure.

Nous soutenons les revendications des lycéen.nes :

- Des enseignant.es et des personnels en nombre suffisant,

- Des formations suivies dans leur intégralité

- La suppression de ParcoursSup

- La rénovation des bâtiments et notamment leur confort thermique

Leur mouvement est légitime, leur lutte est porteuse d'espoir et recoupe pour une large part ce que vivent et ressentent des millions de salariés. Voilà pourquoi ce mouvement s'enracine et s'élargit.

Au lieu d'y répondre le gouvernement joue la montre, table sur le pourrissement. Ainsi, les manifestations, au lieu de s'étioler, s'amplifient. Dans leurs grandes majorités calmes et pacifiques, elles ont été accompagnées d'actes de violence commis en marge par des bandes venues pour casser et piller, que nous réprouvons, d'où qu'ils viennent.

Commerces et bâtiments publics saccagés, nous ne l'acceptons pas ! Mais nous nous interrogeons sur la doctrine sécuritaire du gouvernement qui a ciblé de nombreux manifestant.e.s pacifiques les nassant et en blessant des milliers plutôt que de se concentrer sur leur protection.

Pire, même le ministère de l'Intérieur, relayé par de nombreux médias mainstream, tente d'amalgamer organisations politiques de gauche et violence. C'est une pente dangereuse visant à légitimer les appels à l'ordre et à la répression.

Face à cette situation, le Parti Communiste Français, Les Ecologistes, le Parti Socialiste tiennent à affirmer leur soutien aux mobilisations en cours et appellent à leur élargissement. Elles s'élèvent contre la tentation d'instaurer l'état d'urgence et les restrictions au droit de manifestation. Elles appellent à faire du 5 novembre, journée d'action et de manifestation à l'appel des organisations syndicales, une grande étape de la mobilisation.



HOMMAGE

Guy MESONA,

Adhérent de la section de Portes-lès-Valence, vient de nous quitter le 23 octobre. Il avait 80 ans. Membre du PCF depuis les années 1970, il a été aussi délégué CGT à La Poste.

La Fédération de la Drôme du PCF et la rédaction Des Allobroges adressent à son épouse Monique et à ses enfants, Marie, Élodie et Vincent leurs très sincères condoléances.



Hebdomadaire communiste édité par « Les Amis des Allobroges » 10 rue Servan - 26000 Valence - Tél : 04 75 42 71 68
Pour nous écrire : federation@drome.pcf.fr - Facebook : PCF Drôme - Site internet : drome.pcf.fr
Directrice de publication : Nicole Grenier-Mérico